



# LETTRE OUVERTE AUX PARLEMENTAIRES

## PLF 2027 : cinq principes pour un budget crédible

Avril 2026

Mesdames et Messieurs les Députés, Mesdames et Messieurs les Sénateurs

Le gouvernement a annoncé la réunion, le 21 avril prochain, des formations politiques pour établir le cadrage du projet de loi de finances pour 2027. **Trop, C'est Trop !** souhaiterait saisir cette réunion pour rappeler une réalité que nul ne peut ignorer.

- **UNE SITUATION BUDGETAIRE SANS PRECEDENT**

La France est aujourd'hui le pays le plus endetté de la zone euro après la Grèce et l'Italie. Sa dette publique atteint **115,6 % du PIB**, soit près de 3 500 milliards d'euros. Son déficit dépasse 5 % du PIB. Ces chiffres ne sont pas seulement alarmants en soi. Ils le sont surtout par comparaison.

Depuis 2000, la dette française a augmenté de **+ 57 points de PIB**. Dans le même temps, celles des États de la zone euro hors France n'a progressé que de 11 points en moyenne (Allemagne : + 3 points). Les Pays-Bas ont même réduit leur dette de 10 points. Le décrochage français n'est pas un accident conjoncturel. C'est le résultat de vingt-cinq ans de renoncements budgétaires.

La conséquence est désormais concrète : en 2027, la charge de la dette atteindra **près de 70 milliards d'euros**, dépassant le budget de l'Éducation nationale. Chaque euro consacré au remboursement de nos créanciers est un euro retiré à la Défense, à l'école, à la santé. **La dette n'est pas un sujet technique : c'est une confiscation de notre souveraineté budgétaire.**

- **UN PROBLEME ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Cette dérive a un coût direct sur nos entreprises et sur leurs salariés. La France supporte les cotisations employeurs et impôts de production les plus élevés d'Europe : **18 % de la valeur ajoutée brute** dans l'industrie, contre 11 % en Allemagne et 2 % au Danemark. La hausse des prélèvements de 2025 (21 milliards d'euros, dont les deux tiers à la charge des entreprises) a interrompu l'alignement compétitif entamé depuis dix ans.

Le résultat est un cercle vicieux désormais bien documenté : des prélèvements élevés pèsent sur l'emploi, un taux d'emploi trop faible réduit l'assiette fiscale, ce qui creuse le déficit, lequel appelle... de nouveaux prélèvements. La rentabilité des entreprises françaises (EBE/VA) est tombée à 31,5 %, contre 39,4 % en moyenne en zone euro. C'est la plus faible du continent.

Ce décrochage se lit sur chaque fiche de paie. En 1975, un travailleur conservait 69 % de ce qu'il coûtait à son employeur ; aujourd'hui : 54 %. La promesse que le travail améliore le niveau de vie est rompue. Si la France portait son taux d'emploi au niveau allemand (+ 6 points), elle générerait 60 milliards de recettes supplémentaires — soit 60 % du déficit primaire.

- **LA DETTE ETOUFFE LA DEMOCRATIE – LES IMPOTS NE LA SAUVERONT PAS**

La dette ne menace pas seulement l'économie. Elle asphyxie les choix politiques. Quand la charge d'intérêt dépasse le budget de l'Éducation nationale, les gouvernements n'ont plus de marges. Un deuxième cercle vicieux s'installe : dette non maîtrisée, fiscalité alourdie, services



publics dégradés, défiance des citoyens, réformes bloquées... et la dette continue de monter. La France **empruntera 310 milliards d'euros en 2026**, un record.

Dans ce contexte, la tentation de l'impôt serait fatale. La France prélève déjà davantage que tous ses partenaires européens. Les débats du PLF 2026 ont semé l'incertitude : investissements gelés, projets reportés, confiance érodée. La guerre au Moyen-Orient et ses conséquences sur le coût de l'énergie et la chaîne logistique mondiale, comme le retour des barrières douanières, vont encore accroître ces périls. Toute nouvelle hausse accélérerait le cercle vicieux au lieu de le briser. L'ajustement ne peut passer que par la maîtrise de la dépense.

- **CINQ PRINCIPES POUR LE PLF 2027**

Nous demandons au Gouvernement et aux formations politiques de s'engager sur cinq principes clairs :

1. **Zéro hausse d'impôts.** Aucune augmentation de prélèvements obligatoires, ni sur les ménages, ni sur les entreprises. La France est déjà au maximum de ce que son économie peut supporter.
2. **Un objectif crédible de réduction du déficit.** Le retour sous les 3 % de PIB doit être inscrit dans une trajectoire pluriannuelle, assortie de mécanismes de contrôle indépendants.
3. **La dépense publique comme seule variable d'ajustement.** Chaque ministère doit présenter des scénarios d'économies structurelles. La revue de dépenses engagée doit devenir un exercice permanent et transparent.
4. **Faire de l'emploi la priorité stratégique.** Chaque point de taux d'emploi gagné rapporte 10 milliards de recettes. La compétitivité des entreprises et la valorisation du travail sont les meilleurs instruments de rétablissement budgétaire.
5. **Libérer les entreprises du rouleau compresseur réglementaire.** Geler toute nouvelle obligation réglementaire (transparence salariale, *reporting* extra-financier) tant que la situation économique ne sera pas stabilisée. Proscrire toute surtransposition des directives européennes pour viser le même niveau de compétitivité pour nos entreprises que leurs homologues de l'UE. A l'inverse des politiques budgétaires contraintes, ces mesures enverraient un signal immédiat de confiance aux acteurs économiques - favorisant l'investissement, la création d'emplois, la croissance. De tous les leviers disponibles, celui-ci a en outre un mérite unique : il n'aggrave pas le déficit – et encourage l'activité économique.

Le budget n'est pas qu'un exercice comptable. C'est le moment où une nation dit ce qu'elle veut être. Nous refusons que la France continue à s'endetter pour financer son déclin. Il est temps de faire des choix.

## **Mouvement Trop, C'est Trop!**

**Erwan Le Noan**, Co-fondateur de Trop c'est Trop

**Eric Maumy**, Co-fondateur de Trop c'est Trop, Président du groupe April

**Philippe d'Ornano**, Président de Sisley

**Matthieu Roger**, Président du groupe Efor

**Julien Carmona**, Président du Crédit Mutuel Arkéa

**Frédéric Coirier**, Président directeur général du groupe Poujolat

**Richard Weihart**, Président et cofondateur de Barkene

**Marie-Christine Coisne-Roquette**, Présidente de Sonepar